

RESISTANCE 36 – Mars 2003
BULLETIN DU RÉSEAU OILWATCH

Chers ami(e)s,

nous avons dédié ce bulletin au thème des droits des peuples autochtones et aux activités pétrolières se réalisant sur leurs territoires.

Dans le monde entier, de nombreux peuples autochtones vivant dans des régions dont le sous-sol contient des ressources non-renouvelables (minéraux et pétrole) sont victimes d'outrages commis par des compagnies pétrolières et par des Etats.

Bien que les peuples autochtones soient parvenus, au cours de ces dernières années, à obtenir la reconnaissance d'une série de droits collectifs liés au territoire et à la gestion des ressources naturelles, la majorité des législations nationales concèdent à l'Etat le droit souverain sur ces ressources, qui sont qualifiées comme faisant partie des ressources stratégiques et de propriété nationale. Cette situation ôte aux populations traditionnelles la possibilité de choisir leur modèle de développement et leurs priorités de vie, et nuit ainsi à la reconnaissance d'autres droits collectifs.

Par ailleurs, la Convention 169 de l'OIT établit que les Etats devront :

- Reconnaître aux peuples autochtones les droits de propriété et de possession sur les terres qu'ils occupent traditionnellement (Art. 14.1).
- Protéger de manière spéciale les droits des peuples aux ressources naturelles existant sur leurs terres. Ces droits incluent les droits à participer à l'utilisation, à l'administration et à la conservation de ces ressources (Art. 15.1.).

Néanmoins, elle reconnaît la souveraineté des Etats sur les ressources non-renouvelables (Art. 15.2), même lorsqu'elles se trouvent à l'intérieur des territoires autochtones, elle ouvre la possibilité d'une répartition des revenus et reconnaît le droit des autochtones à être consultés pour déterminer de quelle façon l'extraction de telles ressources leur porte préjudice.

En outre, l'article 8j. de la Convention sur la Diversité biologique établit que les Etats respecteront, préserveront et maintiendront les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui possèdent des styles de vie traditionnels permettant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

Nous désirons porter à votre connaissance les cas de peuples autochtones qui, bien que reconnus par les législations nationales et internationales, sont victimes des entreprises et des Etats pour le seul fait de posséder du pétrole dans leur sous-sol.

Par ailleurs, nous voulons aussi vous faire part des expériences de peuples qui, bien qu'ils ne puissent pas être considérés comme autochtones selon les termes, par exemple, de la Convention 169 de la OIT, sont bien des minorités ethniques réclamant leur autonomie et même leur indépendance mais ne l'obtenant pas à cause du pétrole.

Secrétariat International
OILWATCH

=====

CE NUMERO COMPREND:

1. LES VOIX DE CEUX QUI RESISTENT

- EQUATEUR : le peuple Kichwa de Sarayacu
- COLOMBIE : OXY est de retour sur le territoire U'wa

2. LE PETROLE DANS LES TROPIQUES

- INDONESIE : ExxonMobil à Acéh
- TCHAD-CAMEROUN : les Bakolas

3. CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Comment se libérer de l'assassin ? Sunita Narain. CSE, Inde.

4. EN DEHORS DES TROPIQUES

- Argentine
- Le Haut-Karabakh
- Les kurdes

5. COMPTE-RENDU DE LIVRE

6. POEME : Pablo Neruda, chant général, Chili.

=====

=====

1. LES VOIX DE CEUX QUI RESISTENT

=====

EQUATEUR

LE PEUPLE KICHWA DE SARAYACU

Je m'appelle Franco Viteri Gualinga et je suis le président de la communauté de Sarayacu. Le village kichwa de Sarayacu se trouve dans la province de Pastaza, en Amazonie équatorienne. La communauté appartient à l'OPIP (*Organización de Pueblos Indígenas de Pastaza* – Organisation des peuples autochtones de Pastaza), ainsi qu'à la Confédération régionale autochtone d'Amazonie, à la Confédération nationale et à la Coordination autochtone du bassin amazonien.

Les études qui ont été réalisées à Sarayacu classifient nos lacs sacrés et leur végétation comme uniques au monde. Nous sommes orgueilleux de posséder la plus grande réserve de forêts primaires du pays.

Sarayacu possède une longue histoire d'opposition à l'exploitation pétrolière, pour les graves impacts environnementaux et sociaux qu'elle provoque. En 1989, nous avons empêché que la compagnie ARCO termine la phase d'exploration pétrolière à l'intérieur du territoire de la communauté.

Le conflit avec CGC / Chevron-Texaco débuta en 1996, lorsque le gouvernement de l'Equateur et la *Compañía General de Combustibles* (CGC) d'Argentine signèrent un contrat d'exploration pétrolière pour le bloc 23, qui couvre une superficie de 200.000 hectares dont 135.000 font partie du territoire de Sarayacu.

Nous avons ensuite pris connaissance de la relation avec Chevron-Texaco lorsqu'en 1999, la compagnie pétrolière des Etats-Unis Chevron devint actionnaire du bloc avec une participation de 50%. En 2001, Chevron fusionna avec Texaco, formant ainsi le consortium Chevron-Texaco.

Sarayacu s'est opposé depuis le début à l'exploration pétrolière.

Depuis 1999, la compagnie CGC a exercé diverses actions destinées à négocier, séparément et de façon isolée, avec les communautés et avec les associés particuliers de l'OPIP, générant une série de situations qui produisirent la détérioration de notre organisation, jusqu'alors très puissante.

La compagnie ne parvint pas à nous persuader, mais elle sut convaincre quelques communautés voisines en leur offrant, par exemple, du travail salarié. Une pratique fréquemment utilisée par la compagnie est de payer des relationnistes communautaires autochtones chargés de convaincre les gens de

l'accepter. Les communautés qui ont signé un contrat avec l'entreprise ne se portent pas bien, leur forêt a été détruite et l'entreprise n'a pas répondu aux accords convenus.

Dans les communautés qui ont traité avec l'entreprise, on peut observer la déforestation des espèces botaniques qui servent de refuges écologiques au gibier ainsi que la migration de la faune vers d'autres régions. En outre, les explosifs utilisés pour les études sismiques ont un impact sur la microfaune terrestre.

Tout cela concerne l'environnement. Du côté social, des conflits intercommunautaires sont apparus, ainsi que des psychoses, l'instabilité émotionnelle des habitants et l'appauvrissement généralisé de la population.

De la même façon, la compagnie entreprit un processus de dialogue avec l'OPIP lorsqu'elle se rendit compte qu'il serait impossible de parvenir à des accords en ne traitant qu'avec des individus ou des parties de communautés.

C'est ainsi que la CGC, par le biais des soi-disant relationnistes communautaires et de l'entreprise DAYMI SERVICES qui fut contractée à cette fin, a tenté de violer nos droits collectifs en de nombreuses occasions, raison pour laquelle je me permet de relater ici les graves faits commis par cette compagnie, de façon chronologique.

Dans notre communauté, tout le monde s'est mobilisé. Les *chacras* (parcelles de cultures associées) s'épuisent déjà parce que nous surveillons les limites de la communauté afin d'empêcher l'entrée de la compagnie et qu'il n'y a plus personne pour cultiver les *chacras*. Les hommes n'ont pas le temps de chasser ou de pêcher et les enfants ne vont pas à l'école, parce que les jeunes aussi défendent le droit à la vie et à un environnement sain.

Le 20 octobre 2000, l'OPIP résolu au cours de sa XVIIe assemblée de ne pas permettre l'exploration pétrolière en territoires autochtones et demanda au gouvernement d'accepter, entre autres, les propositions d'alternatives de développement des peuples de Pastaza.

En 2001, sur demande de l'Association Sarayacu, l'OPIP fut chargée d'élaborer une proposition à présenter à la CGC incluant un programme d'activités de développement pour les communautés de Pacayacu et de Canelos, celui-là même qui devait être discuté et approuvé par l'Assemblée de l'OPIP et par les fonctionnaires de la compagnie pétrolière.

Tandis que nous élaborions ce plan de développement, la CGC réalisa une série d'actions visant à obtenir l'autorisation d'entrer et de développer ses activités de la part d'individus et de membres de l'OPIP, tout en contournant le fait qu'elle avait donné son accord pour discuter de la proposition avec la communauté de Pacayacu.

La compagnie se consacra, par exemple, à contracter des autochtones nommés « relationnistes communautaires », à qui elle offrit et paya un salaire supérieur à 10.000 dollars pour qu'ils interviennent dans leurs propres organisations et auprès des membres de leur communauté et les persuadent d'accepter la prospection pétrolière.

Du 6 au 9 mai 2002, le IXe congrès de l'OPIP a résolu qu'aucune organisation, individu ou communauté ne pourra négocier unilatéralement ou partiellement avec l'entreprise.

En août 2002, la CGC entreprit une série d'activités visant à diviser et à fracturer notre organisation, malgré l'existence du mandat du congrès de l'OPIP mentionné ci-dessus.

Le 22 août, la CGC signa illégalement un accord avec la communauté de Pacayacu, contredisant la décision en vigueur du Congrès de l'OPIP, ce qui produisit le fractionnement de notre peuple et de notre organisation.

De la même façon, la CGC conclut un soi-disant accord avec la communauté de Sarayacu, sans qu'il soit porté à la connaissance des légitimes dirigeants ni de l'Assemblée de cette organisation.

Finalement, le vendredi 22 novembre 2002, les travailleurs de la CGC pénétrèrent sur le territoire de la communauté de Sarayacu sans posséder l'autorisation de ses dirigeants. Le 23 décembre, Sarayacu fut militarisé. La compagnie sollicite la protection de l'armée afin de faciliter sa violation du territoire de Sarayacu. Durant les mois de décembre 2002 et janvier 2003, plus de 80 militaires protégèrent les travailleurs de la CGC et assiégèrent la communauté de Sarayacu. Des affrontements eurent lieu entre la population de Sarayacu et les militaires, ainsi qu'avec les gardes de sécurité employés par l'entreprise.

Pour cette raison, la communauté de Sarayacu est en état d'alerte depuis 4 mois et s'est mobilisée dans la forêt afin d'éviter que les fonctionnaires de la CGC n'envahissent son territoire dans leur urgence de réaliser la prospection sismique. Les femmes de la communauté furent les protagonistes de cette lutte, en réalisant des rondes en forêt, leurs enfants sur le dos et disposées à sacrifier

leur vie pour empêcher l'avancée des équipes de travailleurs de la compagnie pétrolière.

Les familles de la région ont souffert différents types de violence. Des membres de la communauté ont été capturés, soumis à de mauvais traitements, à la torture et aux coups. Le samedi 1^{er} février, des effectifs militaires arrêtaient et ligotèrent quatre compagnons pour les obliger à confesser les « noms de leurs commandants ». En une autre occasion (début janvier), des membres des « services de renseignement militaire » ébauchèrent un rapport signalant la découverte de prétendues évidences de la formation de cellules subversives dans le région.

Tout cela afin de soutenir un contrat rendu nul par le non-accomplissement, durant 7 ans, des obligations revenant à la compagnie. L'année passée, lorsque ce contrat arriva à expiration, l'ex-ministre Pablo Teran octroya une prolongation sans qu'aient été remplies toutes les conditions requises par la loi à cet effet. Nous ignorons quelle fut la base de son acceptation.

Grâce aux intenses gestions que nous avons réalisées auprès des autorités du nouveau gouvernement, le siège se termina le 25 janvier et les tensions furent réduites.

Le jeudi 30 janvier, nous avons tenu une réunion avec les principales autorités de l'actuel gouvernement (le président Gutiérrez et les ministres de la Défense, de l'Energie et de l'Intérieur, ainsi que le sous-secrétaire de protection environnementale). Au cours de cette audience, nous avons présenté notre sollicitude basée sur les points suivants :

1. la paralysie et la suspension immédiates des activités de prospection sismique sur nos territoires
2. la modification et la re-planification d'une nouvelle politique pétrolière pour le pays, qui se fasse avec la participation des citoyens et des nationalités autochtones.
3. l'émission d'un décret déclarant le territoire de Sarayacu « zone d'intérêt touristique et patrimoine pour le développement d'un écotourisme communautaire durable ».
4. la négociation de la dette externe en échange de la conservation de l'écosystème amazonien du territoire de Sarayacu.

Lors de cette réunion, il apparut clairement que les autorités gouvernementales ont intériorisé les perspectives de la compagnie à un tel point qu'elles prétendent réduire le cas du bloc 23 à un problème inter-communautaire et non à un conflit entre les peuples autochtones de Pastaza, l'Etat et les compagnies pétrolières. Le

ministre de l'Energie essaya de jouer le rôle de médiateur, de même que le président Gutiérrez lorsqu'il intervint. Tout cela nous a laissé un sentiment de grande frustration face à l'absence de définition de l'actuel gouvernement par rapport à des thèmes-clés comme l'économie et les droits des peuples autochtones, l'environnement, le pétrole, etc... Il est terrorisé à l'idée d'incommoder les grands entrepreneurs qui, par leurs menaces subtiles ou ouvertes, imposent leurs points de vue et leurs intérêts mesquins, en causant d'énormes préjudices à l'Etat et aux peuples autochtones.

Dans une déclaration datant du 6 janvier, la compagnie pétrolière annonça la suspension des travaux d'exploration sur le territoire de Sarayacu, mais nous craignons qu'elle tente de revenir, cette fois fermement déterminée à outrepasser l'opposition de la communauté.

Notre lutte ne se limite pas à la préservation de notre territoire ancestral ; elle s'identifie à la défense des forêts tropicales en tant que patrimoine de l'humanité et de la planète ; elle se base sur la défense de ressources inestimables pour l'humanité et la planète. La défense du territoire de Sarayacu permettra de sauver une forêt précieuse pour le bien des prochaines générations. A la recherche d'une société juste et de l'égalité des sexes.

COLOMBIE

OXY EST DE RETOUR SUR LE TERRITOIRE U'WA

ASSOCIATION DES AUTORITES TRADITIONNELLES U'WA

Territoire Sacré U'wa, 15 octobre 2002

OCCIDENTAL DE COLOMBIE INC, -OXY- POURSUIT SON PROJET PETROLIER « CONTRAT DE L'ASSOCIATION SIRIRI » SUR LE TERRITOIRE SACRE DU PEUPLE U'WA

Le 14 octobre 2002, vers 14h, le peuple U'wa fut surpris par l'arrivée de lourds engins destinés à la poursuite du projet d'exploration et d'exploitation pétrolières du gisement GIBRALTAR 1, situé sur leur territoire.

Un jour seulement après la mal nommée « journée de la race » (12 octobre, découverte des Amériques par C. Colomb – NdlT.), la OXY, qui opère maintenant intelligemment le projet Gibraltar sous le nom d'Ecopetrol, pénètre en territoire U'wa protégée par toute la puissance militaire fournie par le président des Etats-Unis à la Colombie, et en particulier au département d'Arauca qui subit toutes les mesures de « l'état de choc intérieur » et de la

« zone de réhabilitation » permettant de garantir la sécurité des opérations pétrolières.

Pour les U'was, il est clair, et même très clair, qu'Ecopetrol n'est qu'une vitrine d'opération mais que c'est OXY et ses associés qui apportent en réalité les techniciens et les machines. En effet, le projet Gibraltar ne représente que 0,5% du Contrat d'association Siriri, souscrit le 16 mai 2000 entre Ecopetrol, Occidental de Colombie Inc., Occidental Andina Inc. et la Compañía de Petróleos Cordillera S.A. du Panama, légalisé par l'écriture publique N° 0963 du 27 avril 2000 et souscrit au cabinet de notaire numéro 45 de Santa Fé de Bogota.

Nous sollicitons aux organisations non-gouvernementales écologistes et de défense des droits de l'homme, aux amis de la vie, de la terre mère et de l'environnement aux niveaux national et international, de demander officiellement des explications au président des compagnies OXY des Etats-Unis et de Colombie, par rapport à l'information amplement diffusée lors de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tint en avril dernier à Los Angeles, aux Etats-Unis, ainsi que postérieurement dans la presse nationale et internationale, et informant que OXY se retirerait du projet d'exploration pétrolière en territoire U'wa.

Maintenant, la communauté paysanne installée dans la région du projet soutient celui-ci car elle fut aveuglée par l'information selon laquelle Ecopetrol serait la nouvelle compagnie chargée des opérations. Mais elle a oublié qu'il s'agit d'une activité aux graves conséquences environnementales, sociales et culturelles, qui affecte la souveraineté nationale et ce, quelle que soit l'entreprise qui détruit notre futur humain.

Face à la proposition antérieure, nous nous demandons si Ecopetrol garantit le respect de la vie humaine et de la nature ? La réponse est non, parce qu'aucune compagnie au monde, exploitant le pétrole en s'accompagnant des meilleurs projets sociaux et des meilleures techniques d'opération, n'a pu le démontrer. Nous sommes aussi conscients que les projets sociaux illusoire proposés par Ecopetrol aux conseils d'action communale ne seront pas non plus réalisés étant donné qu'il s'agit d'un jeu où gagne celui qui sait utiliser le langage, l'espace et le temps. Lorsque toute l'infrastructure pétrolière sera installée sur les lieux de l'exploration, nos amis verront alors se matérialiser de façon systématique tout ce que nous disons. Et la DUPERIE aura gagné.

Notre position, en tant que peuple U'wa, est le rejet total de cette nouvelle intervention d'OXY sur notre territoire sacré. Nous possédons des droits ancestraux, ratifiés par des documents historiques, qui sont en vigueur aujourd'hui plus que jamais et qui nous permettent de défendre nos droits

majeurs. Nous exigeons dès lors à toute la communauté internationale de rejeter cette violation des droits de l'homme perpétrée par Oxy et par l'Etat colombien. En tant qu'U'was, nous défendons fermement notre projet pour la protection de la vie, de l'environnement et de la souveraineté nationale ; le roi argent ne changera jamais le don de la vie, ni le respect envers notre terre mère sacrée qui nous alimente à tout moment et sans laquelle nous ne pouvons ni manger, ni boire et encore moins respirer.

Nous demandons à toutes les ONGs d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord, d'Afrique, d'Europe, ... amies de la vie, de l'environnement et de la souveraineté des nations autochtones, d'envoyer des lettres au président de Colombie, Alvaro Uribe Vélez, ainsi qu'aux présidents d'Occidental de Colombie et des Etats-Unis et à Ecopetrol, pour leur demander de respecter la nation ou peuple autochtone U'wa de Colombie.

La vie ne peut pas se vendre, ni être achetée. Le respect des droits de l'homme des peuples autochtones font partie des devoirs et obligations des Etats du monde. Nous exigeons le retrait et l'annulation définitive des projets d'exploration et d'exploitation pétrolières sur le territoire appartenant au peuple U'wa. Nous entamons aujourd'hui une nouvelle marche pour la défense de la vie. L'identité des Etats du monde se trouve dans les racines millénaires.

AUTORITES TRADITIONNELLES U'WAS DE CASANARE, ARAUCA,
BOYACA, SANTANDER ET SANTANDER DU NORD.
CONSEIL DES COMMUNAUTES AUTOCHTONES

ROBERTO PEREZ GUTIERREZ
Président du Conseil principal
Association U'wa

=====

LETTRE DES U'WAS AU MONDE

*Nous naissons en étant fils de la terre...
Cela, nous les indiens, ne pouvons pas le changer
Et pas non plus l'homme blanc (riowa)*

Nous leur avons dit, de plus de mille façons différentes, que la terre est notre mère, que nous ne voulons ni ne pouvons la vendre. Mais l'homme blanc semble ne pas avoir compris, il insiste pour que nous cédions, nous vendions ou nous maltraitions notre terre, comme si l'indien était aussi une personne ne tenant pas parole.

Nous autres, nous nous demandons : est-ce dans les coutumes des blancs de vendre leur mère ? Nous l'ignorons, mais ce que nous savons, nous les U'was, c'est que le blanc utilise le mensonge comme s'il aimait cela: il sait tromper, il tue ses propres petits sans même permettre à leurs yeux de voir le sol, ni à leur nez de sentir l'herbe ; c'est-là quelque chose d'exécration même pour un sauvage.

Nous savons que le *riowa* a mis un prix sur tout ce qui vit, même sur la pierre ; il fait des affaires avec son propre sang et voudrait que nous fassions de même sur notre territoire sacré avec *ruiria*, le sang de la terre qu'ils appellent pétrole.

Tout cela est étranger à nos coutumes. Tout être vivant possède du sang : tout arbre, tout végétal, tout animal, la terre aussi et c'est le sang de la terre (*ruiria*, le pétrole) qui nous donne la force à tous, aux plantes, aux animaux et aux êtres humains.

Et nous demandons au *riowa* : comment fixe-t-on le prix de la mère et à combien s'élève ce prix ? Nous ne le lui demandons pas pour nous défaire de la nôtre, mais pour essayer de mieux le comprendre car après tout, si l'ours est notre frère, l'homme blanc l'est aussi. Nous demandons cela parce que nous croyons que lui, qui est civilisé, connaît peut-être une façon de mettre un prix sur sa mère et de la vendre sans ressentir la honte que ressentirait un primitif. Parce que la terre sur laquelle nous marchons n'est pas que de la terre, c'est la poussière de nos ancêtres ; nous marchons pieds nus pour être en contact avec eux.

Pour l'indien, la terre est la mère, pour le blanc, elle est un ennemi ; pour nous, ses petits sont nos sœurs, pour eux, ils sont seulement une marchandise. Le *riowa* éprouve du plaisir de la mort, il laisse dans ses champs et dans ses villes tant d'hommes couchés comme des arbres coupés dans la forêt. Nous autres, nous n'avons jamais eu l'insolence de violer les églises et les temples du *riowa*, mais eux sont venus profaner nos terres. Et nous nous demandons dès lors: qui est le sauvage ?

Le *riowa* a envoyé des oiseaux géants sur la lune (Siyora) : nous lui disons de l'aimer et de la préserver, qu'il ne peut pas aller dans l'univers en faisant à chaque astre ce qu'il fit à chaque arbre de la forêt ici sur la Terre. Et nous demandons à ses fils : qui a fait le métal avec lequel fut élaborée chaque plume qui couvre le grand oiseau ? Qui a fait le combustible dont il s'alimente ? Le *riowa* ne doit pas duper ni mentir à ses fils : il doit enseigner que même pour construire un monde artificiel, l'être humain a besoin de la terre mère... pour cela, il faut l'aimer et la protéger...

L'être humain continue à chercher *ruiria* (le pétrole) et à chaque explosion qui parcourt la forêt, nous entendons le pas monstrueux de la mort qui nous poursuit à travers nos montagnes. Ceci est notre testament !

Au rythme auquel avance le monde, un jour un être humain remplacera les montagnes du condor par des montagnes d'argent. Alors, il n'y aura plus personne à qui acheter et s'il devait encore y avoir une personne, elle n'aurait plus rien à vendre. Lorsque ce jour viendra, il sera trop tard pour que l'être humain médite sur sa folie...

Toutes vos offres économiques sur ce qui nous est sacré – comme la terre ou son sang – sont une insulte pour nos oreilles et une subornation de nos croyances ! Ce monde ne fut pas créé par *riowa*, ni par aucun de ses gouvernements, pour cela il faut le respecter ! L'univers est de *Sira* (Dieu) et seulement nous, les U'was, pouvons l'administrer. Nous ne sommes qu'un fil de la toile arrondie de la *ukua* (sac à dos sacré servant à transporter la coca), mais il en est le tisserand. Pour cela, nous les U'was ne pouvons pas céder, maltraiter ou vendre la terre, son sang ou ses créatures parce qu'ils sont la base de la toile. Mais le blanc se croit le propriétaire, il possède sa façon d'exploiter et de réduire à l'esclavage. Si nous ne pouvons pas leur vendre ce qui ne nous appartient pas, ils ne peuvent dès lors pas s'approprier ce qu'ils ne peuvent pas acheter.

Certains chefs blancs ont terrorisé leur peuple en lui faisant part de notre décision de suicide collectif, comme dernier recours afin de défendre notre terre mère. Une fois de plus, ils nous présentent comme des sauvages. Ils cherchent à semer la confusion, ils cherchent à nous discréditer. Nous déclarons à tout leur peuple : l'Uwa se suicide pour la vie, le blanc se suicide pour des sous. Qui est le sauvage ?

L'humiliation de l'indien par le blanc n'a pas de limite : non seulement il ne nous permet pas de vivre, mais en plus il nous dit aussi comment nous devons mourir... Ils ne nous laissent pas décider de notre vie... maintenant nous choisissons notre mort.

Durant plus de cinq siècles, nous avons obtempéré face au blanc, à son avarice et à ses maladies, comme la rivière cède durant l'été, comme le jour s'incline devant la nuit... Le *riowa* nous a condamnés à vivre comme des étrangers sur notre propre terre. Il nous garde confinés dans des endroits escarpés, très proches des falaises sacrées d'où notre cacique Guicani et sa tribu sautèrent pour sauver l'honneur et la dignité de nos peuples face à l'avancée féroce de l'espagnol et du missionnaire.

L'être humain blanc viole peut-être encore une fois les lois de Sira, celles de la Terre et même ses propres lois, mais il ne pourra jamais fuir la honte que ressentiront ses enfants face à un père qui provoqua la flétrissure de la planète, qui la mena à son extinction et qui pillait la terre de l'indien. A la fin de la froide, douloureuse et triste nuit, funeste à la fois pour la planète et pour l'indien, cette nuit même qui paraissait aussi pérenne que l'herbe, l'erreur de l'être humain sera telle que même ses propres enfants ne voudront plus suivre ses pas et ce sera grâce à eux, à ces nouveaux enfants de la Terre, que le déclin du règne de la mort apparaîtra à l'horizon et que la vie recommencera à fleurir... Parce qu'il n'y a pas d'été éternel, ni d'espèce qui puisse s'imposer à la vie elle-même...

En agissant avec mauvaise intention, l'être humain devra toujours, tôt ou tard, boire le venin de sa propre amertume. Parce qu'on ne peut pas couper l'arbre sans que ne meurent aussi les feuilles, et parce que personne ne peut jeter de pierre dans le puits de la vie sans rompre la quiétude et l'équilibre de l'eau. Pour cela, lorsque nos sites sacrés seront envahis par l'odeur de l'homme blanc, la fin sera proche et pas seulement celle de l'U'wa, mais aussi celle du *riowa*.

Lorsqu'il aura exterminé la dernière tribu de la planète, avant de commencer à compter ses génocides, il lui sera plus facile de commencer à compter ses derniers jours. Lorsque viendront ces temps, les ventres de ses filles ne porteront plus aucun fruit et au cours de leurs vies de plus en plus courtes, ses fils ne connaîtront plus la tranquillité. Lorsque viendra le temps où les indiens se retrouveront sans terre, les arbres se retrouveront aussi sans feuilles et alors, l'humanité se demandera pourquoi. Seuls quelques-uns comprendront que tout début possède une fin et que toute fin possède un début, parce que dans la vie, il n'y a rien qui ne soit lié aux lois de l'existence. Le serpent devra mordre sa propre queue afin de fermer le cercle de la destruction et de la mort. Parce que tout est lié comme le sentier garni de branches du singe.

Peut-être que nous, les U'was, pourrons poursuivre notre chemin. Alors, tout comme les oiseaux réalisent leurs longs voyages sans rien sur le dos, nous poursuivrons le nôtre sans garder la moindre rancœur contre le *riowa*, parce qu'il est notre frère. Nous continuerons à chanter afin de soutenir l'équilibre de la terre, pas seulement pour nous et nos fils mais aussi pour lui, parce qu'il en a aussi besoin. Dans le cœur des U'was, il y a des préoccupations pour le futur des fils du blanc, autant que pour les nôtres, parce que nous savons que lorsque les derniers indiens et les dernières forêts seront tombés, le destin de ses fils ne fera qu'un avec celui des nôtres.

Si nous, les U'was, pouvons poursuivre notre chemin, nous ne retiendrons pas les oiseaux qui naissent et nidifient sur notre territoire ; ils pourront visiter leur frère blanc s'ils le désirent. Nous ne retiendrons pas non plus l'air qui naît dans

nos montagnes ; il pourra continuer à fortifier la joie des enfants blancs et nos rivières devront quitter nos terres aussi propres qu'à leur arrivée. Alors, la pureté des rivières parlera aux êtres humains du monde d'en bas de la pureté de notre pardon.

Source : pris de l'agenda « Latinoamericana 2000 », pages 204 et 205.

=====

2. LE PETROLE DANS LES TROPIQUES

=====

INDONESIE

EXXONMOBIL A ACEH

La province d'Acéh occupe le nord-ouest de l'île de Sumatra et couvre une superficie de 57.365,57 km², soit 12,26% de l'île. Elle comprend 119 îles, 73 grosses rivières et 2 lacs. L'Acéh est entouré par le détroit de Malacca au nord, par la province du Nord-Sumatra à l'est et par l'océan indien au sud et à l'ouest. La capitale de l'Acéh est Banda Acéh, antérieurement connue sous le nom de Kutaradja.

Le premier royaume islamique d'Acéh fut Perlak, établi en 804. Sous le règne du sultan Iskandar (1607-36), l'Acéh était un des Etats les plus puissants de la région. A cette époque, Acéh dominait le commerce et la politique. Après la mort du sultan Iskandar Thani en 1641, l'influence de l'Acéh déclina graduellement et les britanniques et les hollandais commencèrent à occuper la région. La guerre de l'Acéh contre les hollandais, qui dura de 1873 à 1942, fut la plus longue et la plus coûteuse (en argent et en vies humaines) guerre jamais vécue par les hollandais, qui y perdirent 10.000 vies.

Après la déclaration d'indépendance de l'Indonésie en 1945, l'Acéh devint part de ce pays et joua un rôle important dans sa construction. Mais seulement huit ans plus tard, l'Acéh dirigé par Teungku Daud Beureueh se battit contre le gouvernement « centralisé ». L'Acéh fut alors intégré à la province de Nord Sumatra. Comme résultat, le peuple Atchinais organisa d'énormes manifestations contre la politique centrale de Jakarta et réclama qu'Acéh devienne une province spéciale et autonome.

En 1976, Hasan Tiro déclara l'indépendance de l'Acéh. Selon ce mouvement, le peuple Atchinais ne pourrait pas affirmer son identité spécifique dans un pays à l'idéologie et au système de gouvernement erronés. Une fois de plus, le gouvernement du régime Suharto affronta et réprima ce mouvement par une intervention militaire.

De 1989 à 1998, la province d'Acéh fut entièrement dominée par des opérations militaires et de nombreuses violations des droits de l'homme se produisirent. Meurtres, disparitions, kidnappings, tortures et déplacements forcés sont des exemples de ces violations. Un certain nombre de fosses communes furent découvertes. Ces actions ne sont pas seulement considérées comme des violations des droits de l'homme mais comme des crimes contre l'humanité. Certaines personnes pensent même que ces actes pourraient être classés dans la catégorie du génocide.

A Acéh, la compagnie pétrolière ExxonMobil extrait du pétrole et du gaz depuis déjà plusieurs années. En 2001, l'extraction de gaz dut être suspendue durant plusieurs mois à cause de l'opposition de la population aux opérations de la compagnie pétrolière.

Un accord de paix, signé par le gouvernement indonésien et par le *Free Aceh Movement* (GAM) (Mouvement Acéh Libre), fut reçu avec une certaine prudence. Des analystes de l'industrie espèrent que soit ainsi favorisé le climat d'investissement, à la fois dans la province d'Acéh et sur l'entièreté du territoire indonésien. Jusqu'ici, l'accord signé en décembre signifie, pour le peuple Atchinais, une heureuse interruption de la ronde journalière de crimes et d'actes de terreur, communs durant le conflit. Mais des problèmes pourraient se poser à l'avenir si les deux parties font une interprétation trop différente des vagues termes de l'accord, qui incluent la délicate question de la « mise hors service » ou de l'entreposage des armes du GAM et de la « réimplantation » (pas du retrait) des troupes indonésiennes.

Alors que la période de deux mois de surveillance touchait à sa fin, des actions provenant des deux parties et qui furent enregistrées par la Commission mixte de sécurité, eurent tendance à faire augmenter le nombre de violations des accords de « cessation des hostilités », mettant leur avenir en doute.

Pour les Atchinais vivant à proximité des opérations d'ExxonMobil au nord de l'Acéh, l'accord devrait normalement entraîner une réduction du nombre de troupes indonésiennes installées sur place pour garder le site. Cependant, les craintes d'attaques terroristes post-Bali pourraient persuader ExxonMobil et Jakarta de maintenir leur nombre actuel. Ces forces de sécurité sont accusées de soumettre la population locale à la torture, aux meurtres et aux disparitions, ce qui la poussa à intenter un procès contre ExxonMobil aux Etats-Unis (voir *Down to Earth Bulletin* 53/54 :9).

Grâce à cet accord, les villageois devraient pouvoir augmenter leur possibilité d'attirer l'attention publique sur leurs plaintes à long terme concernant

l'appropriation de leurs terres et la pollution ; ils devraient au moins obtenir ainsi des chances égales à celles des communautés situées ailleurs dans le pays.

En novembre, le directeur de l'agence de protection environnementale de l'Acéh, *Bapedalda*, déclara que son bureau avait reçu des rapports de pollution provenant de résidents locaux, mais qu'il n'avait pas pu faire de recherches à cause de la situation d'insécurité. Les gens vivant dans les districts de Lhoksukon et de Pasai se plaignent de démangeaisons de la peau, d'arbres qui meurent et de déchets dangereux qui polluent leur environnement local. Auparavant, ExxonMobil niait le fait que ces déchets puissent polluer l'environnement local et déclarait qu'ils étaient envoyés à Bangor par un sous-traitant afin d'y être traités.

Sources : Down to Earth Bulletin, février 2003.

www.aceh.org

CAMEROUN

OLEODUC TCHAD-CAMEROUN : LES BAKOLAS

Le 6 juin 2000, la direction de la Banque Mondiale offrit son soutien au consortium pétrolier qui exploiterait les réserves pétrolières du sud du Tchad. L'exportation se ferait par un oléoduc de 1070 kilomètres de long, dont la dernière section traverserait les régions habitées par les populations Bakolas.

Le projet consiste à développer les gisements pétroliers de Doba, situés au sud du Tchad (pour un coût de 1,5 milliards de dollars) et à construire un oléoduc de 1070 kilomètres menant aux installations offshore de chargement pétrolier se trouvant sur la côte atlantique du Cameroun (2,2 milliards de dollars). Les sponsors sont ExxonMobil des Etats-Unis (l'opérateur détenant 40% des actions privées), Petronas de Malaisie (35%) et Chevron Texaco des Etats-Unis (25%). Le projet pourrait fournir près de 2 milliards de dollars de revenus au Tchad et 500 millions au Cameroun, pour une période de production de 25 ans (soit une moyenne annuelle de 80 millions de dollars pour le Tchad et 20 millions de dollars pour le Cameroun).

Les pygmées Bagyéélis, aussi connus sous le nom de Bakolas, sont un des trois principaux groupes de pygmées du Cameroun, avec les pygmées Baka vivant à l'Est et les tribus Bedjang de la région de Nditam. Ils se sont installés à Kribi il y a quelques années et vivent dans de petits campements le long de la route joignant Lolodorf, Bipindi et Kribi.

Un oléoduc devrait passer à 120 kilomètres du territoire d'environ 5000 Bakolas. Cet oléoduc menace les pygmées parce qu'il provoquera des changements radicaux de leur manière de vivre. Selon Samuel Nguiffo, du CED du Cameroun, « pour des populations pour qui la Terre a une grande signification mystique, la cohabitation avec un énorme oléoduc sera extrêmement traumatique ».

La construction et l'arrivée des machines provoqueront la fuite de la faune locale, qui est l'alimentation de base du peuple Bakola. Celui-ci a toujours vécu de la terre et la déforestation aura sur lui un effet catastrophique. L'arrivée du personnel de construction augmentera encore la pression sur l'habitat des Bagyéélis. Afin de réduire l'impact sur leur vie quotidienne, COTCO (*Cameroon Oil Transportation Company* – une organisation créée pour surveiller la construction de la section camerounaise de l'oléoduc) a interdit au personnel de chasser, de pêcher et de cueillir les plantes comestibles et les fruits des arbres.

Les Bakolas recevront une compensation de 600.000 dollars de la Fondation Environnementale. Les pygmées ne seront pas les seuls bénéficiaires de cette somme, qui sera en outre répartie durant toute la durée théorique du projet, soit une trentaine d'années. Dès lors, selon Samuel Nguiffo, chaque Bakola aura droit à 4 dollars par an. Ce qui n'est pas beaucoup, si on considère les dégâts collectifs à leur manière de vivre et à leur culture : leurs sites sacrés sont menacés et leur légendaire pharmacopée traditionnelle, à base de plantes, risque de se trouver en compétition avec les centres de santé communautaires établis par le COTCO.

Theodore Downig, de l'Université d'Arizona, analysa le Plan pour le Peuple autochtone Bakola (IPP) du projet d'oléoduc Tchad Cameroun. Il déclara que l'impact de la construction sur la faune dépendra de la saison ainsi que de la superficie des territoires de chasse des pygmées Bakolas. Il est nécessaire d'évaluer les impacts environnementaux potentiels de la déforestation, dont ceux associés au développement de l'accès à la région en tant que conséquence du projet, comme les échanges avec les Bantous, l'entrée d'un nombre substantiel d'étrangers dans le secteur des pygmées Bakolas, ainsi que les impacts à long terme sur leur territoire de chasse.

La première étape de l'analyse des risques et des impacts socio-économiques doit aboutir à la désignation d'une aire potentielle d'influence. Les limites de cette superficie se basent sur des critères socio-économiques liés aux besoins de subsistance. Ici aussi, l'IPP présente un sérieux vice méthodologique. Il utilise la distance linéaire depuis l'oléoduc, ignorant les dimensions sociales, économiques et écologiques. Aucune étude des risques environnementaux ou sociaux présentés par l'infrastructure proposée sur les pygmées Bakolas ne peut

être acceptée sans l'identification de leur utilisation de l'environnement par une analyse culturelle écologique correctement constituée, complétée par l'identification des territoires et des saisons de chasse.

La présence d'équipes externes de construction dans une région isolée aura un impact majeur. L'analyse des impacts prévus ne parvint pas à identifier les menaces les plus évidentes, émanant des équipes de construction et nuisant à la population locale, à savoir une augmentation de la consommation d'alcool, de la violence physique et de la prostitution.

La destruction du cycle normal de développement domestique causée par cet « événement à court terme » entaille profondément le tissu social et mine la capacité de la population de recréer sa structure familiale.

En outre, il se demande jusqu'à quel point les pygmées Bakolas bénéficieront d'un fonds ? Le Plan ne fournit aucune information permettant de déterminer l'impact des dépenses proposées en termes de risques. Certains coûts liés à ce Plan ne devraient pas être considérés comme des bénéfices pour la population. Par exemple, l'actualisation du recensement et d'une étude épidémiologique fourniront des informations d'usage administratif qui serviront à la compagnie et à ses sous-traitants.

Il ajoute que l'IPP n'arrive pas à décrire clairement son approche du délicat problème des relations entre les Bantous et les pygmées Bakolas. Des différences d'opinions furent identifiées au cours des consultations. Quel sera le rapport des bénéfices entre la population pygmée directement affectée et les Bantous ? Il ne fait aucun doute que l'introduction d'argent, de personnel, de projets et d'activités dans cette délicate relation d'interdépendance pourrait provoquer des changements socioculturels, économiques et environnementaux significatifs. Une étude anthropologique des conflits socioculturels et économiques potentiels, basée sur différents scénarios, devrait être réalisée et différentes options devraient être proposées. A la fois les pygmées Bakolas et les Bantous devraient être informés de ces impacts probables lors des consultations.

Sources : Doba-Kribi pipeline. How will the Pygmies fare ? The Courier ACP-EU. Janvier-février 2002.

Groupe de la Banque Mondiale pour l'Afrique subsaharienne. Le développement pétrolier et le projet d'oléoduc Tchad-Cameroun.

Theodore E. Downing 1999. Comments on Chad-Cameroon Pipeline Project's Impact on Bakola Pygmy Indigenous People's Plan, Mai 1999. Professeur de recherche en développement social, Université d'Arizona.

3. CHANGEMENT CLIMATIQUE

COMMENT SE LIBERER DE L'ASSASSIN ?

Sunita Narain. CSE

Qu'est ce qui ne va pas chez nous ? Plus de 800 personnes sont mortes au nord de l'Inde, 500 autres au Bangladesh, seulement parce que l'hiver fut plus froid que d'habitude. Et il s'agit là d'estimations officielles ! Qui connaît le nombre exact de victimes, dues uniquement à ce que le département de météorologie signale comme des « événements climatiques anormaux ». Et pourquoi cet énorme nombre de décès ne nous émeut-il pas ?

Comme si plus de 1000 morts peuvent être effacées en tant qu'effets du mauvais temps. Le président Mayawati, qui gouverne un Etat où plus de 500 personnes sont décédées, organisa une énorme fête d'anniversaire. Le Premier ministre Atal Behari Vajpayee pris du temps libre lors de son voyage aux îles Andaman pour réprimander Pervez Musharraf du Pakistan. La vie suit son cours. On dirait que nous sommes une nation morte, engourdie et muette.

Nous ne savons pas non plus ce qui ne va pas. Nous ne sommes pas certains qu'il s'agisse du changement climatique. Mais quelque chose de sérieux se prépare quant au climat. Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour savoir cela. Cette année, nous avons enduré la pire vague de chaleur, qui occasionna la mort de plus de 400 personnes. Puis la moisson arriva en retard et fut anormale, puis l'hiver arriva aussi en retard et avec peu de neige, et maintenant, nous devons affronter de très basses températures. En plus, une dense couche de brouillard ressemblant à une couverture descendit en divers endroits du nord de l'Inde.

Des événements climatiques anormaux ont été rapportés dans le monde entier : des chutes de neige massives et anormales à Beijing, des inondations en Europe, du blizzard aux Etats-Unis... Mais demandez à un météorologiste indien et il vous dira que ces événements climatiques anormaux n'ont rien d'anormal. Voyez-vous, en certaines périodes, certaines années – pour lesquelles il existe des observations – un événement semblable peut être observé... En 1999, un mauvais brouillard fut également observé et en 1930, l'hiver fut pareillement froid. Etc, etc... Les dérangements provenant de l'ouest sont « la main étrangère » du météorologiste : une excuse pour chaque saison. Il me semble que la principale obsession des météorologistes est de continuer à faire croire à leurs

chefs que rien au niveau climatique ne pourrait mettre en péril leurs poste, ou leur carrière.

Il est évident que le problème n'est pas l'actuel climat « anormal ». La question est de savoir s'il existe une raison de croire que les événements climatiques extrêmes aient tendance à augmenter en fréquence ou en intensité. Le problème consiste à trouver les petits ou les grands signes de changements, allant de la floraison précoce du manguier à la disparition des saisons. C'est de cela que traitent les signes climatiques, et pas des démentis entêtés et mesquins lorsque le nombre des décès et des agonies humaines augmente. Je crois fermement que de nos jours, la science, et en particulier les scientifiques indiens, nous laissent tomber. Ils n'arrivent pas à expliquer ce que nous ressentons de façon palpable dans nos vies.

De toute façon, qu'est ce que cela change si les scientifiques appellent cela le changement climatique ou non ? Le fait est que les gens meurent. Les pauvres, à la limite de la survie, sont les plus vulnérables aux événements climatiques habituels ou anormaux. Leurs vies ont été anéanties au fil des ans. Leur capacité d'affronter les perturbations quotidiennes s'affaiblit de plus en plus. Nous devons mettre en pratique, de façon urgente, des programmes pour la terre, l'eau, les forêts, l'alimentation, la sécurité et la subsistance afin que les pauvres puissent résister aux caprices de la nature. Nous devons prendre les programmes de développement au sérieux et nous devons contrôler avec plus d'attention l'efficacité des gouvernements.

Rien d'autre n'y fera. Le mois dernier, l'Assemblée de l'Etat d'Orissa fut témoin du doute des législateurs quant à l'imminence et au sérieux de la menace représentée par le changement climatique pour cet Etat. Le Centre pour la science et l'environnement publia un résumé de rapport destiné aux législateurs, expliquant combien l'Etat d'Orissa était devenu vulnérable et sensible aux désastres en tombant dans un cercle vicieux de sécheresses, d'inondations, de cyclones, d'ouragans, de vagues de chaleur et même d'une amère vague de froid au cours de cette dernière année. Les législateurs furent frappés par ce rapport, mais le gouvernement ne fut pas convaincu. Typiquement, il dénigra tous les indicateurs comme sans fondement et non confirmés scientifiquement. Comme le dit le rapport, le fait est que l'Etat d'Orissa est trop pauvre pour pouvoir supporter un quelconque changement climatique.

Par ailleurs, le changement climatique est facilement supportable pour les riches. La débauche et le gaspillage du pétrole par les riches de pays développé comme l'Australie, les Etats-Unis ou l'Europe ne les feront pas mourir comme des mouches. Les nouvelles technologies et les commodités leur permettront de

passer outre, et transféreront les responsabilités vers les pays en voie de développement.

Ceci est également vrai pour les riches de notre pays, qui sont tout aussi gaspilleurs d'énergie et qui ne feront pas plus pour éviter le changement climatique. Clairement, s'il est de l'intérêt des plus marginalisés d'exiger une action réelle et effective, il faudra faire l'effort de leur donner une voix. Ouvrir un forum où les pauvres puissent crier afin que les riches de partout ailleurs soient obligés de leur donner un espace où ils puissent assurer leur présent et leur avenir.

Donc, il serait juste et correct que le gouvernement d'Orissa réclame au gouvernement central de ne pas avoir assez fait contre le changement climatique. Et précisément pour cette raison, il serait aussi parfait pour le gouvernement d'Orissa de demander que les pauvres, qui sous-utilisent leur part d'espace atmosphérique, aient le droit de construire leurs vies. Il s'agit d'un droit inaliénable et le gouvernement en est responsable.

Mais le pire de la globalisation n'est pas seulement qu'elle réduit la force des preneurs de décisions locaux et nationaux, sinon qu'elle mène aussi à une perte de contrôle de nos leaders. Dans le cadre de cette globalisation de la politique, les leaders trouvent plus facile d'attirer l'attention publique sur le terrorisme, sur la guerre et sur Musharraf, ce qui leur permet de se libérer du poids de l'assassinat. De quelle autre façon pouvez-vous expliquer que plus de 1000 personnes meurent dans une démocratie sans un gémissement ni une larme ? Comme d'habitude, la scène en est le commerce. Sauf que cette fois, elle est encore plus indifférente que d'habitude.

Sources : http://www.downtoearth.org.in/cover_nl.asp?mode=3

=====
4. EN-DEHORS DES TROPIQUES
=====

ARGENTINE
NEUQUEN ET REPSOL, DES HOMMES COUVERTS DE PETROLE

Cher(e)s ami(e)s,

Nous avons tous l'habitude de voir à la télévision des oiseaux couverts de pétrole. Les images de pingouins, de mouettes et de cormorans aux ailes noires et au bec huileux ont fait le tour du monde et sont aujourd'hui le symbole de la

pollution. Par contre, on parle beaucoup moins d'êtres humains couverts de pétrole, victimes de la même négligence.

En ce qui concerne les droits de l'homme, nous devons nous rappeler que dans toute société, les gens qui n'ont pas accès au logement, au travail, à l'éducation ou à la santé sont ceux-là même qui ne peuvent pas respirer d'air pur, boire de l'eau potable et qui vivent sur des sols pollués.

Laissez-moi vous raconter une histoire. Nous venons de rentrer d'un voyage dans la province de Neuquen, un point de l'immense désert de Patagonie. Nous y avons visité le gisement de gaz et de pétrole de Loma de la Lata, le plus important du pays et un des principaux d'Amérique latine, à charge de l'entreprise espagnole Repsol, l'actuelle propriétaire de YPF. Durant sa longue période d'administration étatique, YPF fut conçue comme une entreprise promouvant le développement régional en tant que mode de compensation des dégâts que son activité provoquait sur le terrain. Aujourd'hui, la seule fonction d'YPF est d'extraire des hydrocarbures et d'envoyer les bénéfices à l'étranger, étant donné que ses propriétaires ne sont pas obligés de les réinvestir dans le pays et encore nettement moins, de compenser les dégâts occasionnés. Les conséquences environnementales de cette activité minière sont tellement graves qu'il est difficile de se les imaginer.

Le paysage est oppressant. Sur l'aride plateau de la Patagonie apparaissent, comme dispersées par un géant, les pompes d'extraction du pétrole, les « cigognes d'acier » comme dit le poète Armando Tajada Gómez. Le paysage est blessé par des chemins et est sillonné de conduites allant dans toutes les directions. A intervalles réguliers, d'immenses cheminées brûlent le surplus de gaz. « Avant, ils ne le brûlaient pas. Il y a encore peu de temps, nous vivions en permanence avec l'odeur de ces gaz », nous dit le guide.

Ici, l'entreprise Repsol-YPF exploite les ressources minières à l'endroit même où vivent deux communautés mapuches. *Mapuche* signifie « les gens de la terre » et pour eux, la vie est inimaginable hors de leurs terres ancestrales. Pour cette raison, les leur acheter et les envoyer vivre ailleurs n'a aucun sens. « L'homme appartient à la terre », dit le chef des communautés mapuches et c'est vraiment bizarre que les détours de la vie nous mènent à écouter ici un véritable autochtone citer les mots d'un indien apocryphe inventé par un scénariste de Hollywood et diffusés dans le monde entier par les Nations unies.

L'entreprise affirme que l'eau souterraine n'est pas polluée mais les habitants se plaignent de maladies provoquées par l'ingestion d'eau provenant d'une nappe phréatique vers laquelle ont filtré les eaux de purge résultant de l'exploitation. Aujourd'hui, le sang des habitants de cette région contient du plomb et du

mercure et suite à un procès, la compagnie doit leur fournir des bidons d'eau potable. Néanmoins, avec quelle eau se baignent-ils ? Et que boivent les animaux qui se meurent aujourd'hui ? Je viens de voir mourir des petits chevreaux qui naquirent difformes. Peut-être l'explication se trouve-t-elle dans les ruisseaux, dont l'eau est épaisse et les plantes aquatiques sont couvertes d'un liseré huileux.

« Comment expliquez-vous aux animaux de ne pas boire l'eau des rivières? », me demanda un des mapuches. Le rapport réalisé par l'équipe technique qui conseille les communautés se réfère à des naissances d'animaux domestiques difformes et aussi, à la crainte que la même chose se produise avec les humains. « Ce qu'ils disent aux femmes, qu'elles ne peuvent pas avoir de famille, nous l'avons vu avec les animaux », déclare un des témoignages. « Des animaux altérés sont apparus, qui en naissant sans poils ne nous permettent pas de savoir s'ils sont des chèvres ou des rats, ou des animaux qui ressemblent à des kangourous. L'année passée, la perte fut énorme, tant de chèvres moururent... Des animaux naquirent sans tête, avec les deux oreilles mais sans la tête; ils n'étaient que de petites oreilles : voilà ce que nous devons voir aujourd'hui ».

« Nous avons surtout peur pour les femmes. Si les animaux naissent avec ce défaut, à quoi devons-nous nous attendre pour les personnes ? », dit un autre témoignage. « C'est quelque chose de terrible qu'aucun père ni aucune mère ne pourrait supporter. Pour cette raison, femmes et hommes doivent faire attention. Le nouveau problème que nous avons est que les jeunes deviendront des hommes et des femmes et que nous ne savons pas s'ils pourront avoir des enfants... »

Une fuite de pétrole surgit comme une tache sur le terrain, une substance similaire à de la boue noire qui s'étend sur le sol. Au début, la vitesse horizontale est supérieure à la verticale, la tache s'étale d'abord puis, petit à petit, elle est absorbée. La distribution du polluant dépend du type de sol et du dénivelé du terrain. Nous ne pouvons pas voir ce qui se passe dans la terre, mais les plantes le perçoivent et nous le montrent.

Les racines de certaines plantes s'allongent jusqu'à atteindre la nappe phréatique (c'est-à-dire, la première couche d'eau souterraine). Elles s'appellent « phréatophytes ». Ces plantes creusent dans la terre jusqu'à atteindre le pétrole, au lieu de l'eau. A ce moment, elles meurent empoisonnées et se dessèchent. La tache de plantes sèches en superficie a la forme exacte de la tache de pétrole se trouvant dans le sol.

Jusqu'à récemment, la compagnie soutenait que l'eau des nappes n'était pas polluée. Nous avons parcouru la zone : à intervalles réguliers, des tubes

permettent d'accéder à la nappe afin de l'analyser. Un des autochtones jeta une petite casserole munie d'une chaîne à l'intérieur. Nous entendons un éclaboussement dans le fond et voyons ensuite apparaître une eau obscure. « Cela vous semble-t-il potable ? », demande-t-il ? « L'entreprise nous a toujours répondu par l'affirmative. Voyons-le. » Il verse un peu d'eau obscure sur une pierre et approche une allumette : l'eau flambe en une haute colonne de feu.

Plus loin, les bouches de pétrole ont été obstruées par de la terre au lieu d'avoir été assainies et il y a partout tant de pétrole en superficie que même le sol peut brûler.

Suite au procès intenté par les victimes, une centrale de distribution d'eau courante vient d'avoir été installée. Mais l'eau est puisée dans la rivière voisine, qui est aussi suspectée d'être polluée. Les collaborateurs des mapuches découvrirent en étudiant les plans de cette centrale qu'elle ne dispose d'aucun système permettant d'épurer les eaux des hydrocarbures qu'elles pourraient contenir. Seule une chloration élémentaire est effectuée, qui augmente encore les risques étant donné que les composés chlorés des hydrocarbures sont encore plus dangereux que les propres hydrocarbures. Les représentants des communautés affectées m'informèrent que la population refuse de boire une eau n'offrant pas des garanties minimales de potabilité.

Lorsque la fuite de pétrole n'a pas lieu en Galicie sinon à Neuquen, la presse n'en parle pas. Les habitants non-autochtones ne sont pas mieux traités par la presse. La localité de Añelo, un petit village perdu dans le désert, est située non loin des limites de la région d'exploitation. La majorité de ses habitants se plaint de fortes douleurs aux articulations. Añelo possède un réservoir d'eau municipal qui distribue un liquide n'ayant subi aucun traitement.

Nous sommes dans la maison d'une famille de ce village. Aux toilettes, l'eau a une odeur d'hydrocarbures. Sur la cuvette, l'eau a laissé un résidu noir et pâteux. « Nous l'avons nettoyé il y a quelques mois », raconte le propriétaire de la maison, qui possède de pareils résidus dans son organisme. « Les mois où nous pouvons acheter de l'eau en bouteilles, nous nous sentons un peu mieux », ajoute-t-il, « mais la pollution se trouve déjà dans notre corps ». Ces villageois ont été menacés pour avoir dénoncé l'état de l'eau, menaces qui furent également proférées contre les pharmaciens qui l'analysèrent.

Partout, l'exploitation pétrolière provoque des désastres environnementaux mais dans très peu d'endroits au monde, des abus aussi graves que ceux commis à Neuquen ont été tolérés. Serait-ce parce que les victimes sont pauvres ou autochtones que personne ne s'y intéresse ? Existe-t-il des modes de conduite

racistes dans cet enfer pollué? Ou cette négligence exprime-t-elle la décadence d'un système politique mis au service des entreprises multinationales ?

Vous trouverez ci-dessous les références internet de l'étude réalisée par les experts qui conseillèrent les mapuches dans leur lutte contre la pollution. Nous ne pouvons pas vous l'envoyer par courrier électronique à cause de sa taille, mais nous vous en recommandons la lecture.

Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.ecoport.com.ar/articulos/lomalata/htm>

Antonio Elio Brailovsky
Médiateur adjoint de la ville de Buenos Aires.

LE HAUT-KARABAKH

Le Haut-Karabakh couvre une superficie de 1699 miles carrés, d'une terre fertile et montagneuse se trouvant entre le Caucase et les montagnes de Karabakh. Sa capitale est Khankendi. En 1992, sa population était de 192.000 habitants, dont 76% d'arméniens, 23% d'azéris, des russes et des minorités kurdes. En 1921, la population était constituée de 94% d'arméniens et leur réduction est attribuée à la guerre. Cette région est riche en pétrole.

Au cours de l'histoire, le Haut-Karabakh, dont la population est principalement d'origine ethnique arménienne, a constitué une enclave à l'intérieur de l'Azerbaïdjan. Différents types de gouvernements s'y sont succédés.

Depuis la chute de l'empire russe en 1917 et la déclaration de la région autonome d'Azerbaïdjan en 1923, les républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan réclament toutes deux cette région.

D'un point de vue culturel, le Haut-Karabakh se débat entre la tradition chrétienne orthodoxe de la population majoritairement arménienne et la culture musulmane des azéris. Ces derniers descendent d'un peuple de bergers nomades qui se déplaçaient sur les grandes étendues d'Asie centrale depuis le Moyen-âge. Quant aux arméniens, ils sont un des peuples les plus pourchassés de la région. En 1915, un génocide fut commis contre la population arménienne par l'empire ottoman.

Le statut d'autonomie du Haut-Karabakh fut aboli en 1989. Trois ans plus tard, le 10 décembre 1992, la majorité de la population de Haut-Karabakh réclamait l'indépendance de cette région et l'établissement d'un nouvel Etat.

Cela engendra une vague de violence au sein du peuple azéri, qui massacra la population arménienne. La violence augmenta à un rythme accéléré, jusqu'à se convertir en une guerre non déclarée. Comme 10% de la population du Haut-Karabakh est d'origine azéri et que la majorité sont des réfugiés, une grande tension sociale existe entre les deux pays.

L'Azerbaïdjan est une région très riche en pétrole et est un des lieux d'opération pétrolière les plus vieux au monde. Pour le moment, ce pays désire faire passer un oléoduc par la région du Haut-Karabakh.

La crise du Haut-Karabakh s'est terminée par un « nettoyage ethnique » et par d'horribles violations des droits de l'homme, commis à la fois par la population arménienne et par l'azéri. Les deux peuples sont victimes du pétrole. L'Azerbaïdjan et la Turquie ont tous deux fermé leurs frontières à l'Arménie, empêchant les importations et les exportations, ce qui a engendré une dramatique réduction de l'énergie.

Bien que la région soit aujourd'hui très conflictuelle, elle comprenait historiquement un mélange de divers groupes ethniques, où se mêlaient les églises orthodoxes médiévales et les mosquées azéries.

Au cours de l'histoire, la région fut gouvernée par les arméniens, les caucasiens, les albanais, les turcs ottomans, les mongols, les perses et durant la dernière période, par l'empire russe (de 1805 jusqu'à son écroulement en 1917). En 1920, à la fois l'Arménie et l'Azerbaïdjan devinrent part de l'URSS, et le Haut-Karabakh donc aussi.

Durant la décennie des années '80, le Haut-Karabakh fut au cœur de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, au cours de laquelle les arméniens nationalistes réclamèrent l'inclusion du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Le conflit s'intensifia jusqu'à déboucher sur une guerre totale en 1991, après la chute de l'URSS. Le parlement du Haut-Karabakh déclara l'indépendance en 1996, et se maintient souverain jusqu'à aujourd'hui.

Les forces arméniennes pénétrèrent en Azerbaïdjan et occupèrent 20% du territoire azéri, dépassant même les frontières du Haut-Karabakh, ce qui produisit la fuite de 600.000 azéris durant l'année 1993 seulement. La Russie proposa un cessez-le-feu en 1994, après le décès de 30.000 personnes.

Les Nations unies ne firent aucun effort significatif afin de résoudre le conflit.

Au Haut-Karabakh, le chemin de la paix est long et la fin est encore loin. Durant la décennie des années '90, l'Arménie était considérée comme une alliée de l'Occident. L'Azerbaïdjan est conscient du grand potentiel pétrolier de la région, qui a attiré l'attention des nations occidentales. Selon ce pays, la résolution du problème de ses réfugiés pourrait aussi servir à maximiser son potentiel en tant que vendeur de pétrole.

LES KURDES

Les 25 millions de kurdes constituent le 4^{ème} plus grand groupe ethnique du Moyen-orient, mais ils ne possèdent pas de pays propre. Ils forment la plus grande nation au monde ne possédant pas son propre pays. Près de 45% d'entre eux vivent en Turquie, 30% vivent en Iran, 20% vivent en Iraq et 5% vivent en Syrie. Les 5 millions restant sont distribués dans divers pays dont l'Arménie, la Georgie, l'Azerbaïdjan, l'Allemagne, la Suède, la France et les Etats-Unis. Ils se sont battus durant des siècles pour récupérer le contrôle sur leurs territoires ancestraux et devenir une nation respectée parmi les autres nations.

Les premières évidences trouvées jusqu'ici d'une population vivant dans les montagnes kurdes et possédant une culture unifiée et distincte remontent à la culture autochtone Halaf, se situant entre 6000 et 5400 avant notre ère. Elle fut suivie par la diffusion de la culture Ubaidian, résultant d'une introduction étrangère provenant de Mésopotamie. Près de mille ans plus tard, sa suprématie fut remplacée par la culture Hurrian, qui pourrait être la réaffirmation de la domination du peuple Halafian sur leur patrie ancestrale, les montagnes de Zagros et de Taurus. La période Hurrian se situe entre 4300 et environ 600 avant J.-C.

Vers 2500 avant J.-C., la civilisation autochtone des Hattians apparut en Anatolie centrale.

Vers 2000 avant J.-C., les premières tribus au langage indo-européen commencèrent à arriver en petit nombre et formèrent l'aristocratie de villes-Etats et de royaumes comme le Hittite, le Mitanni et le Uartu.

Vers 1200 avant J.-C., l'arrivée au compte-gouttes des indo-européens se transforma en une invasion. Au nord s'installèrent les Haiks, qui devinrent les Arméniens, tandis que divers peuples iraniens s'établirent ailleurs dans les montagnes. Vers 850 avant notre ère, les envahissants Ariens avaient mené les derniers Etats Hurrians à l'extinction et parvinrent, avec le temps, à changer la langue Hurrian de la population du Kurdistan, ainsi que leur carte génétique. Au

III^e siècle avant J.-C., l'arianisation des Hurriens était terminée. Les tribus montagnardes et les royaumes indépendants qui en résultèrent étaient connus des Grecs comme « Kurti » ou « Carduchi ».

Les grands royaumes kurdes de l'ouest se désintégrèrent graduellement avant l'apparition des puissances romaines et byzantines mais à l'Est, ils survécurent jusqu'au III^e siècle de notre ère et l'apparition de l'empire perse Sasanien.

Vers 1050, les tribus nomades Tukic Seldjuk du nord de la mer Aral, entreprirent une expansion qui les mena à la domination de l'Iran, de l'Irak et de la Turquie ainsi que de vastes territoires d'Asie centrale. Les Seldjucs envahirent les Etats kurdes, menèrent les byzantins à la défaite à Manzikert en 1071 et établirent une capitale provinciale à Iznik, non loin de Constantinople, qui était encore indépendante. Les croisades et l'invasion mongole de 1220 fractionnèrent l'empire Seldjuk en plusieurs royaumes turcs, l'un d'entre eux (Osman) étant destiné à conquérir Constantinople en 1453 et à devenir l'empire Ottoman. Vers 1500, après avoir enduré l'occupation mongole suivie par les ravages de Tamerlane, la Perse débuta son processus de renaissance sous les Safavides. Leur empire en expansion se heurta contre l'empire Ottoman dans les montagnes de Zagros, où les petites principautés kurdes qui étaient parvenues à survivre furent dévastées à la fois par les Turcs Ottomans et par les Perses Safavides.

Après la défaite des Ottomans, le Traité de Sèvres de 1920 envisagea la création d'un Etat indépendant pour les Kurdes situé dans l'ex-Kurdistan Ottoman, mais la Grande Bretagne et la France s'allièrent et le Traité de Lausanne de 1923 divisa le territoire kurde entre la Turquie, la Syrie et l'Irak (où du pétrole avait été découvert). Les révoltes des Kurdes d'Iran dans les années '20 et de Turquie en 1925 et en 1930 furent étouffées par la force.

En Turquie, les combats débutèrent vers la moitié des années '80, principalement au sud-est du pays. En 1992, le gouvernement turc prépara une attaque concertée contre sa minorité kurde, qui tua plus de 20.000 personnes et généra près de deux millions de réfugiés. Il est estimé qu'entre 23.000 et 30.000 personnes moururent durant cette guerre qui dura 15 ans.

Durant les années '90, il y eut des affrontements entre les Kurdes de Turquie et ceux d'Irak.

Après la chute de la monarchie iraquienne en 1958, les Kurdes irakiens furent à l'origine des agitations des années '60 pour un Kurdistan unifié et autonome, lesquelles menèrent à la prolongation de la guerre entre les troupes irakiennes et Kurdes sous le régime de Mustafa al-Barzani. En 1970, l'Iraq promit

finalement aux Kurdes qu'ils pourraient s'auto-administrer localement et posséder la ville de Erbil comme capitale, mais les Kurdes demandèrent que Kirkuk, un important centre pétrolier, soit inclus dans la région autonome kurde. En 1974, le gouvernement iraquien tenta d'imposer ses plans d'autonomie limitée au Kurdistan. Ils furent rejetés par les Kurdes et de violents combats débutèrent.

Après l'établissement d'une République islamique en Iran (1979), le gouvernement lança une campagne meurtrière contre ses habitants Kurdes ainsi qu'un programme visant l'assassinat des leaders Kurdes. Les attaques iraqiennes contre les Kurdes se poursuivirent durant toute la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980 à 1988). Elles culminèrent en 1988 par l'attaque de villages kurdes avec des gaz empoisonnés afin d'anéantir la résistance et par le rassemblement et l'exécution des hommes kurdes. Durant cette seule année, environ 200.000 Kurdes furent tués.

Avec la fin de la guerre du golfe persique (1991), un nouveau soulèvement Kurde contre la domination iraquienne fut écrasé par les forces iraqiennes. Près de 500.000 Kurdes s'enfuirent vers la frontière entre l'Irak et la Turquie et plus d'un million se réfugia en Iran. Sous la protection des Nations unies, des milliers de Kurdes revinrent chez eux. En 1992, les Kurdes établirent une « région autonome » au Nord de l'Irak et se divisèrent en deux groupes opposés, le Parti Kurdistan démocratique et l'Union patriotique du Kurdistan, qui s'affrontèrent sporadiquement. En 1999, les deux groupes agréèrent de mettre fin aux hostilités.

=====
5. COMPTE-RENDU DE LIVRE
=====

PLURALISME CULTUREL ET JURIDIQUE EN COLOMBIE

Ce livre fait une analyse du Droit constitutionnel de Colombie, en se basant sur les déclarations des droits de l'homme ainsi que sur la sociologie et l'anthropologie juridique.

L'auteur établit un lien avec la juridiction spéciale autochtone (reconnue par l'article 246 de la Constitution) ainsi qu'avec la consultation anticipée, reconnue par la Convention 169 de l'OIT.

L'auteur applique son analyse à l'examen du conflit entre l'entreprise pétrolière Occidental et le peuple autochtone U'wa.

Ce travail fait partie d'une thèse pour l'obtention du grade en Droit.

Contacts : Francisco Salazar. fransalazar5763@yahoo.br

=====

6. POEME

=====

Extrait de CHANT GENERAL

Pablo Neruda

Je prends congé, je rentre
chez moi, dans mes rêves,
je retourne en Patagonie
où le vent frappe les étables
où l'océan disperse la glace.
Je ne suis qu'un poète
et je vous aime tous,
je vais errant par le monde que j'aime :

dans ma patrie
on emprisonne les mineurs
et le soldat commande au juge.
Mais j'aime, moi, jusqu'aux racines
de mon petit pays si froid.
Si je devais mourir cent fois,
c'est là que je voudrais mourir
et si je devais naître cent fois
c'est là aussi que je veux naître
près de l'araucaria sauvage,
des bourrasques du vent du sud
et des cloches depuis peu acquises.

Qu'aucun de vous ne pense à moi.
Pensons plutôt à toute la terre,
frappons amoureusement sur la table.
Je ne veux pas revoir le sang
imbiber le pain, les haricots noirs,
la musique: je veux que viennent

avec moi le mineur, la fillette,
l'avocat, le marin
et le fabricant de poupées,
Que nous allions au cinéma,
que nous sortions
boire le plus rouge des vins.

Je ne suis rien venu résoudre.

Je suis venu ici chanter
je suis venu
afin que tu chantes avec moi.